

LE 55D 6/12/21

Ecoles : quelle stratégie face à la flambée des cas de Covid-19?

12h16 , le 6 décembre 2021

- Par
- [Marie Quenet](#)

Le nombre de classes fermées a été divisé par deux en raison du nouveau protocole sanitaire, mais celui des cas positifs continue à grimper en flèche. Plusieurs syndicats d'enseignants préparent une tribune pour réclamer des mesures. Des tests hebdomadaires sont expérimentés dans quelques départements. Et chacun attend de voir ce que décidera le Conseil de défense lundi.



Une classe de CM2 la semaine dernière à Ormesson-sur-Marne (Val-de-Marne). (Sipa)

Partager sur :

-
-

Face à la cinquième vague épidémique, faudra-t-il, comme en Belgique, avancer les vacances de Noël? Si le nombre de classes fermées a quasiment été divisée par deux en une semaine grâce au nouveau protocole sanitaire, le nombre d'élèves positifs au [Covid-19](#), lui, continue à grimper en flèche. On comptait 33.550 cas jeudi dernier (0,27% des effectifs), 52,7% de plus que le jeudi précédent. Un record si l'on en croit les tableaux de bord hebdomadaires publiés par le ministère de l'Education depuis le 18 septembre 2020. Un nombre bien plus élevé que celui du 2 avril 2021 (28.738), le jour où l'on comptait 11.272 classes fermées (le pic souvent cité par Jean-Michel Blanquer). A l'époque, le Président venait d'annoncer que les écoles allaient fermer pendant trois semaines au moment des vacances de Pâques (avec une semaine de cours en distanciel).

Avec une majorité de population vaccinée, la situation n'est évidemment pas la même. Que faut-il penser de la hausse actuelle? Le changement de protocole à l'école primaire peut, il est vrai, en expliquer une partie. Désormais, en effet, on ne ferme plus systématiquement les classes pendant sept jours au premier cas de Covid (seulement à partir de trois cas en sept jours).

Le dépistage hebdomadaire systématique en primaire expérimenté à toute petite échelle

Mais on invite tous les élèves de la classe à se faire dépister. Et pour revenir dans l'établissement, il faut présenter des résultats négatifs. De quoi multiplier le nombre de tests... et de cas détectés. Il n'empêche : le taux d'incidence des 6-10 ans continue de flamber, dépassant 600 pour 100.000. "C'est la vague la plus forte à l'école primaire depuis la fin du premier confinement", estime Jean-Rémi Girard, le président du Syndicat national des Lycées et collèges (SNALC).

"L'an dernier, quand on a fermé les écoles une semaine avant les vacances de Pâques, certaines régions étaient très touchées, d'autres plus épargnées, là, ça semble exploser partout", rebondit son collègue Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa.

C'est la vague la plus forte à l'école primaire depuis la fin du premier confinement

Si le ministère de l'Education suit de près l'évolution de la situation, il maintient pour l'instant le cap fixé : l'ouverture des écoles. Et entend, pour l'instant, continuer à appliquer le nouveau protocole, auparavant testé dans dix départements. Le bilan de l'expérimentation n'a pas encore été rendu public.

"Il y a eu du bon et du moins bon, décrit Françoise Imler-Weber, médecin conseiller technique auprès du recteur de l'académie de Lyon, qui en faisait partie. Ce qui est intéressant, c'est qu'il y a eu beaucoup moins de classes fermées. La difficulté, pour les instituteurs, a été d'assurer à la fois des cours à distance pour les élèves positifs ou non testés, et des cours en présentiel pour le reste de la classe. Côté logistique, c'était compliqué de faire venir les labos quand les cas se sont multipliés". On demande d'ailleurs maintenant, en priorité, aux parents de faire tester leur enfant.

Le dépistage hebdomadaire systématique de tous les élèves du primaire, préconisé par le conseil scientifique, lui, est expérimenté à toute petite échelle. A Paris (dans dix écoles élémentaires, regroupant quelque 2.200 élèves), dans l'Essonne (10 écoles), en Seine-et Marne (trois écoles) mais aussi dans le Rhône, le Puys-de-Dôme, en Savoie et en Isère (a priori, une dizaine d'école chacun). Selon les travaux de la modélisatrice de l'Inserm Vittoria Colizza, une telle mesure peut permettre, avec une large adhésion des familles, de freiner la circulation du virus.

C'est important d'avoir une bonne vision de la circulation du virus dans la population scolaire

Dans le Rhône, par exemple, la procédure des tests hebdomadaires se veut simple : pour les élèves concernés, les prélèvements sont faits par les parents, au domicile, puis apportés à l'école. Un laboratoire passe récupérer les tubes, et donne les résultats, le soir même si possible. Seules les écoles où l'adhésion des familles dépasse les 60% ont été sélectionnées pour l'expérimentation. Un taux supérieur à la moyenne : les dépistages massifs proposés chaque semaine par l'Education nationale, eux, sont boudés pour moitié!

Hésitations sur la stratégie à suivre

Cette dernière expérimentation, lancée le 22 novembre, est censée durer jusqu'à Noël. "C'est important d'avoir une bonne vision de la circulation du virus dans la population scolaire, estime-t-on au cabinet de Patrick Bloche, l'adjoint à la maire de Paris chargé de l'Education. Maintenir les écoles ouvertes, c'est une vraie demande de la part des familles, une nécessité pour assurer la continuité scolaire et la lutte contre les inégalités. Mais cela va avec une exigence extrême en termes de sécurité sanitaire. Les écoles ne doivent pas devenir des foyers de diffusion du virus". Le Snalc, lui, regrette qu'on n'ait pas expérimenté les deux types de dépistage - réactif et hebdomadaire - en parallèle.

Car en période de rebond épidémique, quelle stratégie privilégier? "C'est difficile à dire, soupire le médecin qui conseille le recteur de Lyon. Le dépistage réactif est plus pertinent pour limiter les fermetures de classes. Le dépistage itératif (hebdomadaire), pour limiter la circulation du virus. Mais ça, je crains qu'en ce moment, ce soit un peu illusoire..." Des départements qui devaient participer à cette dernière expérimentation hésitent d'ailleurs à se lancer. "Au vu de l'augmentation du nombre de cas, elle ne semble plus pertinente", réagit-on à l'Agence Régionale de Santé de Nouvelle Aquitaine.

Les enfants reviennent au compte-goutte. On n'a pas une vision claire des contaminations dans la classe.

Les principaux syndicats d'enseignants, eux, s'inquiètent devant la stratégie de dépistage réactif choisie par le gouvernement. "Les enfants reviennent au compte-goutte. On n'a pas une vision claire des contaminations dans la classe. C'est un casse-tête!", dénonce Guislaine David, porte-parole du Snuipp-FSU, le syndicat majoritaire dans le premier degré. "On sent une extrême tension. Les familles courent pour trouver un endroit où faire tester leur enfant dès qu'on leur signale un cas positif. Et si la classe ferme ensuite parce qu'on détecte trois cas en sept jours, beaucoup ne comprennent pas", ajoute-t-on au SE-Unsa.

Plusieurs organisations syndicales, très inquiètes, préparent une tribune commune. Leur message : "Il faut stopper l'hémorragie des cas positifs à l'école et revenir à la règle antérieure : au premier cas de Covid, on ferme la classe pour protéger tout le monde", résume-t-on au Snuipp-FSU.

En attendant, le nouveau Conseil de défense, qui se tient ce lundi, annoncera peut-être de nouvelles mesures. Avancer la date des vacances scolaires ne serait pas à l'étude selon plusieurs acteurs. Mais les règles peuvent changer très vite. Pour mémoire, l'an dernier - mais c'était avant les vaccinations massives-, le Premier ministre Jean Castex avait suggéré aux parents, quatre jours avant les congés, de ne pas mettre leurs enfants à l'école, les jeudi et vendredi précédant les vacances, pour limiter les risques de contamination au repas de Noël.